sibles d'Ottawa. L'auteur la complète par une revendication en faveur des provinces, lorsqu'il s'agit de modifier le caractère fédératif de l'État dans l'organisation du pouvoir central et que cela touche aux droits et privilèges conférés aux provinces, non plus comme corps politiques souverains, mais en tant qu'unités géographiques et sociales dans la collectivité canadienne.

II. — LA POSITION SPÉCIALE DU QUÉBEC

Il importe, en deuxième lieu, de signaler aussi la franchise et la force avec lesquelles l'auteur, dans un volume destiné surtout à un public de langue anglaise, expose la position spéciale du Québec dans la Confédération, et cela à propos de l'adoption d'une nouvelle manière de procéder à l'amendement de la Constitution. Ce nouveau mode, écrit-il, doit tenir compte des réalités politiques, et tout d'abord de la nature spéciale du fédéralisme canadien.

C'est le Québec qui, à l'origine, a le plus insisté pour avoir un régime fédératif, accordant par conséquent une large autonomie aux provinces. Sans doute, par la suite, l'Ontario s'est rangé à ces vues; mais l'autonomie provinciale a, pour le Québec, une justification autrement plus grande. De tous les particularismes — régionaux, culturels, ethniques, religieux — qui se rencontrent au Canada, c'est celui du Québec qui est le plus frappant, le plus profondément enraciné.

Non seulement la province de Québec possède des siècles d'histoire qui lui sont propres, mais, seule de toutes les provinces, elle comprend une population en grande majorité de langue française et de religion catholique. Elle a consenti à s'unir avec d'autres provinces de langue et de confession religieuse différentes, mais elle l'a fait sur une base fédérative. Elle a consenti à l'établissement d'un gouvernement central où ses représentants seraient en minorité, mais elle l'a fait à la condition de jouir elle-même de l'autonomie pour toutes les matières qu'elle considèrerait comme affectant plus intimement son mode propre de vie. De plus, depuis 1867, la pratique gouvernementale et tout un corps de décisions judiciaires ont fermement établi son autonomie dans la Confédération. Comment alors pourrait-elle laisser aux autres provinces le soin de décider du sort de sa propre autonomie? (*How could one expect her, to-day, to agree to a scheme under which a number of the other provinces of Canada which, despite their respective particularisms, are all predominantly English-speaking and non-Roman Catholic, could decide when and how provincial self-government should be abridged?*)

On dira, continue l'auteur, que c'est là une attitude bien intransigeante. Ceux qui parlent ainsi devraient se souvenir que la Confédération actuelle est elle-même le résultat d'un compromis auquel le Québec a donné son consentement. De plus, il n'y a pas de raison de croire que la province s'oppose à tout rajustement ou à toute révision de ce compromis, de temps à autre.

Le prouve suffisamment l'exemple de l'amendement constitutionnel de 1940 concernant l'assurance-chômage. Mais elle ne peut concéder qu'une telle révision dépende entièrement de la volonté des autres provinces. (*But she could not concede that such a revision affecting her own fundamental powers of self-government should be dependent only upon the will of a certain number of the other provinces which are so radically different from her.*)

Ce qu'on a appelé le mouvement séparatiste québécois n'a jamais compté un grand nombre d'adhérents parce que la population du Québec juge en somme que le pacte de la Confédération comporte des avantages (... *because the people of the province believe that their association with the other provinces under what is called the Pact of Confederation is workable and advantageous*). Mais toute tentative de passer outre à un tel pacte sans le consentement du Québec pourrait créer une situation différente. La Confédération ne peut durer que si chacun des associés respecte la base constitutionnelle sur laquelle elle repose.

Après avoir analysé le particularisme québécois, — ainsi que tous les autres particularismes canadiens d'ailleurs, — l'auteur propose les deux formules d'amendement qui ont ses préférences. La première consisterait à diviser le Canada en quatre régions: les Maritimes, le Québec, l'Ontario, les provinces de l'Ouest, le consentement de chacune de ces régions étant requis pour toute modification importante dans la distribution de la juridiction législative; la seconde exigerait pour toute modification de cette nature le consentement des deux tiers — ou peut-être des trois quarts — des provinces, pourvu que ces provinces consentantes représentent les trois quarts de la population canadienne.

Inutile de répéter que si l'une ou l'autre de ces formules était finalement adoptée, les intérêts du Québec seraient suffisamment protégés, du moins pour le moment (cf. *Relations*, février 1950). Je me permets plutôt de signaler l'importance que l'auteur attache à la question fiscale. Il écrit:

L'autonomie fiscale est actuellement la clé de toute véritable autonomie législative. C'en est le test. Le fait de dépendre financièrement du gouvernement fédéral peut se concilier avec une large décentralisation législative en ce sens que les provinces peuvent se voir octroyer, sans condition, des subsides qui n'entraveraient pas leurs pouvoirs de législation. Mais une telle situation dépendrait entièrement de la volonté du gouvernement à Ottawa. S'il était possible de restreindre l'autonomie fiscale des provinces plus facilement que leur autonomie législative sur les autres matières, les sauvegardes constitutionnelles additionnelles stipulées en ce dernier cas auraient bien peu de sens. Un gouvernement provincial, par exemple, qui refuserait d'abandonner sa juridiction législative exclusive sur certains services sociaux pourrait — c'est une possibilité — se voir privé de sa capacité financière de les supporter.

On ne devrait pas, ajoute encore l'auteur, restreindre à l'article 92 la portée de la formule d'amendement proposée. Agir ainsi et se contenter d'une formule plus large pour les autres articles, ce serait offrir une bien pauvre protection aux populations de la plupart des provinces. Dans le cas du Québec, tout spécialement,

on oublie trop souvent qu'une langue et une religion ne sont pas seulement une manière de parler et une façon d'adorer Dieu. Elles sont un mode de vie. Ce qui est fondamental pour le peuple du Québec, ce n'est pas seulement une langue et une religion, et, comme certains intellectuels veulent bien l'admettre, un code civil. C'est un mode de vie avec toutes ses implications.

Et ce mode de vie ne peut pas, aux yeux du Québec, être confié à la garde du parlement ou des autres législatures provinciales qui représentent une population ayant un autre mode de vie. En 1867, le parlement fédéral s'est vu attribuer une large compétence sur un bon nombre de matières, surtout économiques. En d'autres cas déterminés, le Québec pourrait collaborer en vue d'établir des plans d'envergure nationale, mais il n'est pas prêt à donner aux autres provinces toute liberté de toucher aux matières qu'il considère comme vitales pour lui. (*But she is unwilling to give, let us say, the two-thirds of the provinces generally a blank cheque for all time to come in respect of matters of vital concern to her which lie outside the immediate scope of items 12, 13, and 14 of section 92 of the Confederation Act.*)

Il ne serait pas suffisant, en conséquence, de considérer comme « fondamentales » les seules dispositions constitutionnelles qui déterminent les droits et les pouvoirs des provinces. Il faut y inclure celles qui attribuent à Ottawa sa propre juridiction législative et administrative. Autrement, il pourrait arriver que les pouvoirs des provinces subissent une modification indirecte par suite de changements dans les pouvoirs fédéraux, ce qui rendrait illusoire la garantie donnée aux premiers.

Le conflit entre le social et l'économique

André ROY

LA QUESTION SOCIALE est de tous les temps et de tous les lieux. Les rapports entre les forts et les faibles, les puissants et les humbles ont toujours donné lieu à des conflits. S'ils étaient moins graves et plus circonscrits dans le passé qu'à notre époque, c'est qu'ils se limitaient le plus souvent à des heurts entre des individus ou des familles. Tout le droit civil qui nous régit encore ne repose-t-il pas sur cette donnée?

La révolution industrielle, dont l'ère d'évolution n'est pas encore fermée, en faisant de la grande majorité des travailleurs des salariés, a posé une double équation: d'une part, les conflits naissent, non plus entre des individus, mais entre des groupements plus ou moins considérables, groupements d'hommes ou de capitaux; d'autre part, le travailleur, devenu salarié,

Quelques-uns trouveront sans doute trop rigide cette nouvelle formule d'amendement; elle découle pourtant de l'histoire et du caractère spécial du fédéralisme canadien. Le respect du fédéralisme peut coûter cher, mais il est, semble-t-il, le prix qu'il faut payer pour qu'il y ait un Canada. (*Federalism may be expensive, but it is the price to be paid to preserve — at least, not to disturb violently — the existing regional social orders in Canada. It seems to be the price to be paid to have a Canada at all.*) Si dans certains milieux intellectuels, administratifs et politiques, l'on prêchait moins la centralisation et, en conséquence, le recours aux amendements constitutionnels qu'il faut pour l'opérer, le Canada jouirait d'une plus grande paix politique. (*The state of political unrest in Canada at present may be largely attributed to the insistence of some scholarly, administrative and political circles in prescribing the simple but most unrealistic remedy: « Centralize fiscal and legislative powers! Amend the Constitution so far as necessary for this purpose! »*) Ce qu'il faut plutôt, c'est un grand réalisme et une profonde compréhension réciproque. Alors apparaîtrait dans une lumière nouvelle le problème des amendements à notre Constitution.

Voilà les deux points que je tenais à souligner dans l'ouvrage de M^e Paul Gérin-Lajoie, et je le répète en terminant: il est bon et nécessaire que de telles vérités soient dites, de temps à autre, dans la langue même de nos compatriotes anglo-canadiens, et quand elles le sont avec autant de science et de force que dans *Constitutional Amendment in Canada*, il faut reconnaître, en vérité, que l'auteur a bien mérité des siens.

M. André Roy, journaliste à l'Action catholique, explique comment se pose dans les rapports patronaux-ouvriers le conflit entre le social et l'économique.

s'est trouvé placé dans une perspective qui ne lui permet plus que de voir, que de toucher l'aspect social des problèmes, tandis que le patron se trouve avoir un angle de vision qui ne lui permet que de voir et de toucher leur aspect économique.

De là provient le conflit moderne, le divorce entre le social et l'économique.

Le monde moderne n'en est pas responsable: il n'est que le milieu dans lequel les passions humaines trouvent un terrain fertile, enrichi par les techniques nouvelles de diffusion des idées et d'action collective. Le malheur est que l'on n'a pas pris une conscience assez aiguë de cet état de choses, et que l'on a cru longtemps et que beaucoup estiment encore qu'il suffit d'apporter à la question sociale des remèdes individuels et moraux, sans songer à la recherche de réformes institutionnelles.

Un sociologue français, le Père Desqueyrat, explique avec une grande netteté l'insuffisance de cette doctrine et montre pourquoi elle n'a pas donné les résultats

attendus. « Elle supposait d'abord, écrit-il, que chaque patron pouvait, s'il le voulait, payer le juste salaire, ne pas abuser de son personnel et fermer le dimanche. Or, rien n'était plus faux. La libre concurrence ne laissait pas et ne laisse pas subsister de telles libertés: tout patron est obligé d'adopter, sous peine de faillite, l'attitude du voisin le plus antisocial, fût-il malhonnête. Si les patrons furent responsables, le système économique le fut plus encore, car il pesait sur tous, les bons et les mauvais. »

Ce fait est facile à vérifier dans la pratique. Le patron bien disposé, qui manifeste la volonté de rompre ce cercle, se voit immédiatement désavantagé et il est bientôt forcé de rebrousser chemin ou de disparaître.

L'organisation des monopoles a permis de contrôler la difficulté dans une certaine mesure, mais on admet que l'aboutissement d'un semblable régime n'a rien de bien réjouissant et qu'il est tout aussi condamnable.

Cette dernière constatation devient claire du moment qu'on regarde l'aspect ouvrier de la question. Car cette même doctrine « supposait aussi que chaque ouvrier pouvait, s'il le voulait, faire des économies et, grâce à ces économies, sortir du salariat » (Id.).

Cette hypothèse est fautive, d'abord parce que la tendance actuelle à la concentration, servie par le capitalisme anonyme, bien loin de permettre aux ouvriers de trouver à échapper au salariat, les y entraîne de plus en plus et force nombre de patrons, incapables de tenir le coup, à y entrer. Elle est fautive aussi parce que le salarié est dans l'impossibilité d'amasser le minimum d'économies qui lui fournissent le tremplin nécessaire à la réussite de ce saut, à moins qu'il ne soit prêt à accepter un pis-aller dont, la plupart du temps, la valeur d'utilité sociale est négligeable, ou qui parfois est purement parasitaire. En effet, à mettre les choses au mieux, c'est-à-dire que le salarié désireux de sortir de sa situation épargne dix pour cent de ses gains, qu'il ne soit victime ni du chômage, ni de la maladie, ni des accidents, ni de toute autre malchance naturelle qui le puisse frapper, lui ou sa famille, au bout de cinquante ans, ce qui constitue le maximum d'années laborieuses qu'il puisse atteindre, il aura tout simplement économisé cinq années de salaire. A ce moment, n'en déplaise au vieillard de La Fontaine, il sera trop tard pour commencer à bâtir.

Dans le domaine des faits, cette situation a poussé à des réformes diverses qui n'ont manqué ni d'audace ni de succès: législation ouvrière, assurance et assistance sociales. Mais ces réformes ne vont pas jusqu'au cœur du problème. Telles que conçues et réalisées, elles ne le pouvaient pas d'ailleurs. « Non seulement elles n'ont pas supprimé le prolétariat, note encore le P. Desqueyrat, mais elles l'ont, pour ainsi dire, consolidé. »

Ainsi ramener le problème des relations du travail et la question ouvrière dans son ensemble au seul problème du mal individuel, voir là son unique cause, c'est

tout simplement accepter le fait de la condition prolétarienne comme définitif.

Il faut creuser davantage, pousser plus avant les investigations pour découvrir la cause dominante du conflit.

Et, ici, l'on peut se demander de nouveau si elle ne résiderait pas dans la séparation, la rupture des ponts entre le social et l'économique.

Tant que le travail et le capital relevèrent du même titulaire, le conflit entre le social et l'économique pouvait se résoudre sans heurts, parce qu'il y avait parfaite compénétration de l'un par l'autre. Ils n'étaient pas dissociés et ils n'étaient pas dissociables, si ce n'est d'une façon purement théorique. L'exemple du cultivateur illustre merveilleusement ce phénomène. S'il ne veut pas travailler, sa terre ne produit pas, mais il ne peut s'en prendre qu'à lui-même de sa mauvaise fortune. S'il trime trop dur par amour du gain, il peut ruiner sa santé, mais alors, également, il restera l'unique responsable de sa méprise, sauf si elle résulte des conditions économiques générales. Le même raisonnement vaut pour l'artisan et l'homme de profession libérale.

On se rend compte qu'il n'en va plus de même sous le régime de la séparation du travail et du capital. Car, pour citer encore le P. Desqueyrat, « en séparant le travail et le capital, la révolution industrielle fit naître un redoutable conflit qui cherche encore sa solution, et que le capitalisme rendit plus redoutable encore ». Le P. Philippe de Soignie arrive à des conclusions identiques. Jugeant l'amoralisme du système économique actuel, il affirme « qu'il contribua à aggraver au sein des entreprises l'opposition entre les représentants du capital et les masses laborieuses. L'esprit de lucre l'emportait sur l'esprit de service. La société anonyme a largement contribué à ce désordre. Anonyme, elle n'a pas de tradition humaine et ne fait aucun cas des personnes. Seuls les facteurs arithmétiques comptent ».

Cet état d'esprit, inhérent à la nature du système capitaliste, l'a vicié. Pris dans cet engrenage, quelles que soient ses dispositions personnelles, l'employeur ou, d'une façon plus étendue, l'agent de direction, ne voyant pas derrière les siennes propres, souvent loin d'être négligeables, les difficultés quotidiennes du salarié, est porté à les minimiser parce que, quantitativement et économiquement, elles sont de peu d'importance, ou même parfois à leur opposer une indifférence complète. A ce sujet, le témoignage des hygiénistes industriels, concernant les difficultés qu'ils éprouvent à faire accepter par la direction certaines de leurs recommandations, est très révélateur. Au fond, le régime fait que l'agent de direction est trop préoccupé par le résultat économique de l'affaire qu'il représente, par les embêtements de la concurrence toujours possible et par le souci du rendement.

Du côté du travail, le phénomène joue en sens exactement contraire. On pourrait ici transposer légè-

ment le texte du P. de Soignie et écrire: seuls les facteurs sociaux comptent. Or, même s'il y a souvent erreur d'interprétation touchant la valeur relative de ces multiples facteurs sociaux, erreur semée et entretenue par le régime capitaliste, — il suffit, par exemple, d'observer le caractère anarchique des besoins humains et de voir comment l'on procède à cette ordonnance pour s'en convaincre, — les facteurs sociaux doivent normalement être déterminés par les premiers. Dans la réalité quotidienne, c'est exactement le contraire qui se produit.

Au surplus, le salarié, accaparé par les aspects sociaux que revêt son travail et ignorant tout des préoccupations de la direction, « considère fatalement que sa responsabilité professionnelle ne dépasse pas la tâche assignée. Aussi se considère-t-il dégagé de toute obligation et libre de toute préoccupation dès que sa tâche est achevée... » (P. Desqueyrat), sauf si un changement quelconque a des répercussions sociales qui le touchent directement.

En résumé, l'on peut dire que la direction aperçoit le social à travers le prisme de l'économique, et que le salarié soupçonne l'économique à travers le social.

Cette disparité d'intérêts, de buts et de pensée, incapable de s'exprimer ouvertement lorsque les salariés se présentaient à la direction comme une poussière d'individus isolés, a trouvé, par le syndicalisme, un excellent et puissant moyen d'extériorisation dans la convention collective de travail et les négociations qui y conduisent.

Il suffit d'analyser les clauses normatives d'une convention collective de travail et de suivre un peu les échanges de vues qui les précèdent pour bien s'en rendre compte. Qu'on les repasse l'une après l'autre et l'on découvrira, malgré leur sécheresse et leur rigidité juridiques, une luxuriante expression de cette disparité.

Sur quoi, en effet, portent les revendications des salariés? Sur les salaires, sur les conditions de travail à l'atelier, sur la durée du travail et ses modalités, sur les vacances, et sur nombre de choses encore.

Pourquoi le travailleur cherche-t-il à obtenir des augmentations de salaire? Parce qu'il y voit le seul moyen d'améliorer son sort et celui des siens, d'élever son niveau de vie, d'atteindre à un statut meilleur dans la société. Le salarié ne pense guère à l'augmentation du prix de revient du produit qu'il fabrique, aux risques accrus de mévente par suite de la concurrence ou de la résistance des clients, à la réorganisation du marché qu'entraîne l'accroissement du coût de la production. Il pense à ce qu'il pourra s'offrir d'avantages et aux responsabilités nouvelles qu'il pourra contracter avec les quelques dollars de plus qu'il aura en poche à la fin de la semaine ou du mois, à la nourriture plus abondante ou mieux choisie qu'il pourra mettre sur la table de famille, au complet neuf dont il a besoin, au logement moins exigü qui mettrait les siens plus à l'aise,

au compte de combustible qu'il faut solder, au nouveau membre de la famille qui s'annonce, au bibelot, à la peinture qui siérait si bien dans le vivoir, aux quelques rosiers dont il songe à embellir son parterre, à une visite si désirée à ses vieux parents lointains. N'empêche qu'il peut penser aussi à un concert ou à un spectacle de théâtre, à une séance de cinéma supplémentaire, à quelques bouteilles de bière de plus, à une excursion de pêche ou de chasse, à une partie de hockey, à un *week-end* dispendieux. Il peut penser tout simplement à la valeur personnelle de son travail, à la restauration de son status professionnel, au classement de son métier. Peu importe la qualité bonne ou mauvaise de ses besoins ou de ses désirs, ceux-ci sont presque toujours d'un ordre social évident, et c'est toujours de ce point de vue qu'il les considère.

Le patron sera bien loin de songer à toutes ces choses. Et même s'il proteste contre le gaspillage et le manque de talent de ses employés dans l'administration de leur salaire, ce sera la plupart du temps dans le but de voiler l'aspect réel des problèmes. Il pensera, en son for intérieur, que cette majoration de salaire, si elle est accordée, va le forcer à accroître ses prix de vente et à recevoir les contrecoups de sa clientèle, il pensera aux difficultés administratives que cette modification va provoquer, à la pression qu'elle peut exercer sur la somme des profits, à l'agrandissement de l'atelier qu'elle peut retarder. Quelle que soit la situation, c'est sous un angle surtout économique et financier que la direction voit les choses, même dans le cas où elle ne recherche pas le profit.

A quoi songe le salarié quand il demande une amélioration dans ses conditions de travail à l'atelier? A protéger sa santé physique, à se préserver des accidents, à éloigner le danger de contracter quelque maladie industrielle, à se défendre contre le bruit qui abrutit, contre les vibrations qui détraquent les nerfs, contre le mauvais éclairage qui rend le travail plus pénible, contre la chaleur et l'humidité qui épuisent. Ici encore, le salarié envisage les choses à peu près exclusivement sous un angle social. La direction admet son point de vue, sans doute; mais elle y mêle encore une arrière-pensée d'ordre économique qui entre dans ses discussions sur le sujet. Elle verra dans ces améliorations une façon d'alléger les cotisations aux caisses de compensation, le souci d'accroître le rendement et d'obtenir la fabrication d'un produit d'une qualité plus haute en fournissant un milieu de travail plus propre, plus aéré, mieux éclairé, en établissant des périodes de repos appropriées, en munissant les machines de dispositifs de protection.

A quoi pense le salarié en réclamant la semaine de quarante heures et de cinq jours? Sans doute à obtenir de plus longs loisirs qu'il consacra, selon ses goûts, ses aptitudes, sa formation et sa volonté, à s'amuser futillement, à se promener, à se laisser vivre, à lire ou à bricoler, à travailler à l'entretien et à l'embellissement

de sa propriété, à régler ses affaires personnelles, pour lesquelles il lui faut trouver un minimum de temps. Comme on le voit, ces loisirs peuvent être consacrés au meilleur et au pire. Mais, pour le salarié, c'est une fois de plus l'angle social qui domine, qui donne de l'importance à ses revendications, qui le fait tant insister pour les obtenir. Il en est ainsi des vacances et des congés. Le salarié y voit avant tout la possibilité de s'accorder un répit relativement prolongé, d'échapper pendant quelques jours au fardeau quotidien, d'offrir à sa famille le plaisir d'un voyage ou d'un repos à la campagne ou tout simplement l'avantage de vivre pendant une semaine ou deux une vie familiale plus intense.

L'agent de direction, qui ressent les mêmes besoins, qui aspire probablement à une situation semblable et qui, règle générale, peut se la procurer facilement, réagit ici encore différemment. Il voit surtout le coût de ces améliorations sociales et pense aussi au service qu'il doit continuer à donner à ses clients, au réaménagement que nécessite une modification de la structure des heures de travail, à l'abaissement possible de la production. Pour lui faire admettre le bien-fondé de ces conditions nouvelles, il faut lui vendre l'idée que le rendement sera accru d'autant, que le produit fabri-

qué sera de meilleure qualité, toutes choses qui sont d'ordre à peu près exclusivement économique.

La convention collective et les pourparlers qui y conduisent font bien ressortir cette disparité, cette séparation, cette cloison étanche entre le social et l'économique, le travail ne considérant que l'angle social des rapports patronaux-ouvriers et le capital se cramponnant à leur aspect économique.

Mais, dans le fatras des conflits actuels, la convention collective de travail, en amenant les deux parties à se rencontrer, en les forçant à échanger leurs points de vue, en les obligeant pour ainsi dire à se rapprocher, ouvre la voie, non seulement vers une solution moins belliqueuse des conflits, mais aussi vers une intégration de plus en plus grande des travailleurs dans l'entreprise, en leur montrant d'une façon plus aiguë les conséquences des améliorations sociales sur l'économique considéré tant au niveau de l'entreprise que de la profession ou de l'industrie et de la nation, vers une compréhension plus large enfin par le capital et ses représentants du but premier de l'économique qui est de servir le social.

Envisagée de ce point de vue, la convention collective sera plus qu'une trêve entre deux belligérants fatigués et momentanément à court d'arguments, elle sera une œuvre constructive, progressive, un point de rencontre et un centre de ralliement.

NOTRE BIENHEUREUSE MARGUERITE BOURGEOYS

Émile GERVAIS, S. J.

LA BÉATIFICATION de Marguerite Bourgeoys a soulevé de joie la terre canadienne. Ce grand événement, attendu depuis de longues années, vient récompenser la confiance des saintes âmes qui, dans les cloîtres comme au dehors, ont assailli le ciel de leurs prières inlassables, pour qu'enfin soit glorifiée la première institutrice de Ville-Marie et la Mère de nos mères. Cette béatification est de plus une faveur due à la grande affection du Saint Père pour le Canada. En effet, voyant que la cause de Pie X n'aboutirait pas pour la fin de l'Année sainte, le Pape, ayant devant lui plusieurs causes qui sollicitaient, pour ainsi dire, son auguste suffrage, a porté son choix sur celle de la vénérable Marguerite Bourgeoys.

Rien d'étonnant que nos chefs spirituels, NN. SS. les archevêques et évêques, aient insisté, selon le désir même du représentant du Pape parmi nous, pour que le Canada se choisisse une imposante délégation, afin de porter au Saint Père l'hommage de notre reconnaissance et à Dieu le tribut de nos prières d'actions de grâces. C'est le moins qu'il convenait de faire pour la glorification d'une fille de chez nous, fondatrice de l'Église canadienne, aimable et admirable entre toutes. On a pu compter que plus de mille pèlerins canadiens ont fait escorte à Mgr Léger et à la plupart de nos évêques,

le 12 novembre, dans la basilique Saint-Pierre, pour acclamer la première bienheureuse canadienne ainsi que le Souverain Pontife qui nous l'a donnée. Nos associations, nos communautés d'éducation et de charité, nos institutions d'enseignement primaire et supérieur ont tenu à se faire représenter à ce pèlerinage de la reconnaissance nationale. Le gouvernement de Québec y a délégué deux de ses ministres; la ville de Québec et Montréal, si intimement intéressé à la gloire de Mère Bourgeoys, ont choisi des personnages de marque qui portèrent l'hommage de deux des plus vieux établissements du pays.

Une seule ombre au tableau, — ombre tragique, il est vrai, — l'épouvantable et pour longtemps inconsolable catastrophe du mont Obiou.

Glorieux ancêtres dans la foi. — La béatification de Marguerite Bourgeoys vient couronner une campagne de prière et de propagande destinée à tirer de l'oubli quelques-unes des plus augustes figures de notre histoire religieuse: Mgr de Laval, Marie de l'Incarnation, Jeanne Mance, Catherine de Saint-Augustin et Marguerite Bourgeoys. En 1941, à l'inspiration du regretté cardinal Villeneuve, NN. SS. les archevêques et évêques de la province lançaient cette campagne qui devait faire

connaître et aimer ces personnages admirables qui ont présidé à la naissance de l'Église au Canada. L'objectif de cette campagne, nos chefs spirituels l'exposèrent avec autorité:

« C'est à nous surtout, Nos très chers frères, que devra profiter l'exaltation de ces héros célestes qui sont nos frères par le sang. Nous avons besoin de leur gloire, car il n'est pas sans profit pour nous de dire et de redire au monde, et de considérer nous-mêmes de quelle noblesse chrétienne nous sommes. Nous avons besoin qu'ils nous soient proposés en modèles. Leur vie d'abnégation nous enseignera que la vraie grandeur d'un peuple, ce sont ses valeurs spirituelles; elle nous redira que le seul but digne d'une vie chrétienne est de faire fructifier les trésors de vie spirituelle que Dieu offre aux âmes et dont il a comblé à profusion notre peuple.

« Alors que tant de courants d'idées matérialistes prônent la primauté de la chair sur l'esprit, des valeurs de ce monde sur les valeurs de l'éternité, nos saints nous ramènent à la pensée des choses du Ciel pour lesquelles nous avons été créés et marqués d'appel divin. »

La phalange de ces âmes saintes est dominée par une figure auguste de chef et d'évêque, de la taille des Charles Borromée, Mgr de Montmorency-Laval. On y admire des grandes mystiques comme Marie de l'Incarnation, des victimes cachées comme Catherine de Saint-Augustin, des femmes de cœur et de commandement comme Jeanne Mance. Au milieu, une figure douce et attirante, auréolée désormais de la gloire des bienheureux, Marguerite du Canada, celle que nos pères se plaisaient à nommer Mère Bourgeoys.

L'œuvre de Mère Bourgeoys. — La première institutrice de Ville-Marie a fait une œuvre d'éducation de première grandeur. La Congrégation de Notre-Dame, héritière de son zèle et de son esprit, prolonge parmi nous son fécond apostolat dans les petites écoles éparses sur les côtes de la Nouvelle-France. C'est déjà un titre à notre reconnaissance.

On a peut-être trop laissé dans l'ombre l'apostolat social exercé par elle auprès des premiers foyers de Ville-Marie. On ignore en bien des endroits son dévouement maternel auprès des Filles du Roi, amenées par elle de France, protégées par elle durant leur court stage de fiancées, aidées et soutenues par elle dans leurs pénibles devoirs d'épouse et de mère. La reconnaissance des premiers couples a insisté auprès de Mère Bourgeoys pour qu'elle apposât sa signature comme témoin au bas des actes de mariage. C'est surtout dans cet apostolat social que le génie inventif de la bienheureuse fit des merveilles: trouvailles de son esprit pratique et surtout de son héroïque fidélité aux volontés divines, au crucifiant quotidien qui, à cette heure pris primitive de la colonie, mettait à rude épreuve l'ingéniosité et l'héroïsme de tous.

Une de ses biographes exalte cette ingéniosité sur-naturelle d'inspiration, en des termes que l'historien ne trouve pas trop élogieux: « Quand elle va quérir au bord de l'eau, pour les emmener dans la maison de la sainte Vierge, les jeunes personnes envoyées par le roi au Canada pour y devenir les premières femmes de la colonie naissante, elle inaugure, n'est-il pas vrai? l'œuvre des gares et celle des foyers en vue de la préservation de la jeune fille. Et lorsqu'elle se retire avec elles dans une maison particulière, où elle les prépare à leur rôle futur, en leur enseignant à tenir une maison, à filer et à tisser la laine, il semble bien qu'elle prélude à l'organisation de nos écoles d'arts et métiers et d'enseignement ménager.

« L'école normale est déjà en germe dans l'humble étable où naît son institut, comme dans la cabane d'écorce où elle reçoit les premiers enfants sauvages, puisque, dès lors, selon son désir, on y forme des maîtresses d'école pour les endroits environnants.

« Sur le modèle de ce qu'elle avait vu à Troyes, Mère Bourgeoys commence une congrégation externe, le 2 juillet 1658, pour les jeunes filles qui ne sont plus en âge de fréquenter les classes. Les sociétés d'Enfants de Marie, les associations d'anciennes élèves ne sont que la réplique de cette première organisation post-scolaire.

« Sous son inspiration, en 1686, les élèves des sœurs s'engagent à combattre le luxe et l'inconvenance des ajustements féminins, et elles furent fidèles à leurs engagements. Ce fut sans doute la première ligue contre les modes inconvenantes.

« Puis elle invite ses chères enfants à revenir, de temps à autre, se refaire pendant quelques jours sous son toit, près de l'autel, dans la prière et la solitude: elle crée ainsi l'œuvre des retraites fermées qui produit de si merveilleux fruits de grâce dans les âmes. »

Lumineux exemple. — Un devoir urgent et délicat sollicite les apôtres sociaux aujourd'hui plus que jamais: appliquer aux conditions nouvelles et changeantes du monde actuel les positions doctrinales de l'Église et ses traditionnelles méthodes d'apostolat. Adaptation semée d'embûches. Seule la lumière divine et les directives de l'Église, docilement acceptées et suivies, permettront de faire cette adaptation nécessaire. Les saints, dociles instruments de la Sagesse éternelle, parviennent comme sans effort à cette originalité de bon aloi qui sait trouver les solutions nouvelles et sûres aux problèmes de l'heure.

Au moment où nous nous trouvons, au Canada comme ailleurs, en face de troublants problèmes d'adaptation, la Providence nous offre l'exemple exaltant d'une bienheureuse, saintement inventive par fidélité héroïque aux desseins de Dieu. C'est une lumière et une inspiration pour tous ceux qui travaillent, souvent dans l'incertitude et le doute, à bâtir la cité chrétienne de demain.